



# LES BESOINS EN FORMATION DES ENTREPRISES ARDENNAISES

## Les résultats des services aux entreprises

Enquêtes : AGEFOS-PME, CGPME, CCI des Ardennes

Analyse : D. Sikouk - Observatoire économique - CCI des Ardennes – Direction de la formation, des études économiques, de l'information et des TIC

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES ARDENNES**

18 A avenue Georges Corneau  
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES

☎ 03 24 56 62 62 - 📠 03 24 56 62 22

MARS 2009

L'objectif de cette enquête menée par la CCI des Ardennes, l'AGEFOS-PME et la CGPME, à la demande du Préfet et de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, est de recenser les besoins des entreprises en formation, eu égard au contexte économique actuel, en leur permettant de proposer aux salariés une alternative aux mesures de chômage partiel.

Dans ce dossier, seules les réponses des établissements de services aux entreprises sont traitées.

## **I ] METHODOLOGIE**

### **Panel de l'enquête : 385 établissements à interroger**

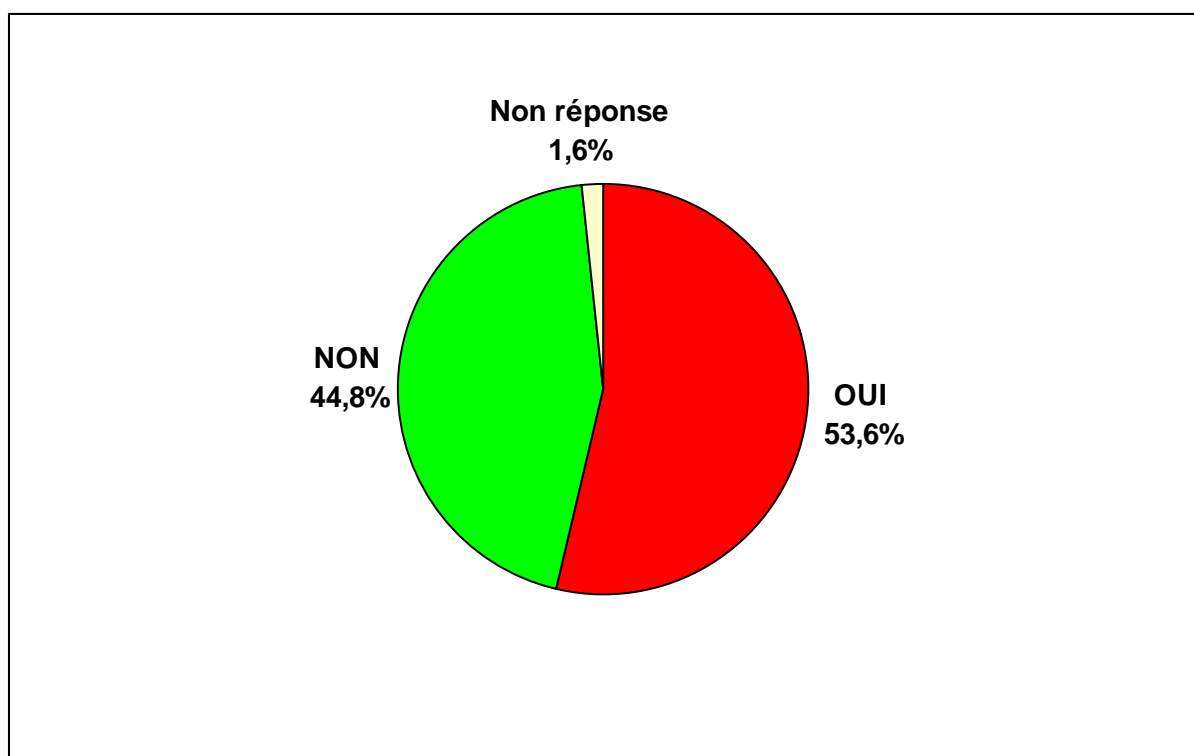
L'enquête a été réalisée par téléphone par les collaborateurs de la CCI des Ardennes, de l'AGEFOS-PME et ceux de la CGPME, sur la période du 24 février au 2 mars 2009, avec un complément d'enquête de la CCI des Ardennes du 11 au 13 mars 2009.

### **Panel des répondants : 125 établissements**

**Taux de réponse à l'enquête : 32,5 %**

## II ] LES DISPOSITIFS DE FORMATION DANS LES ENTREPRISES ARDENNAISES

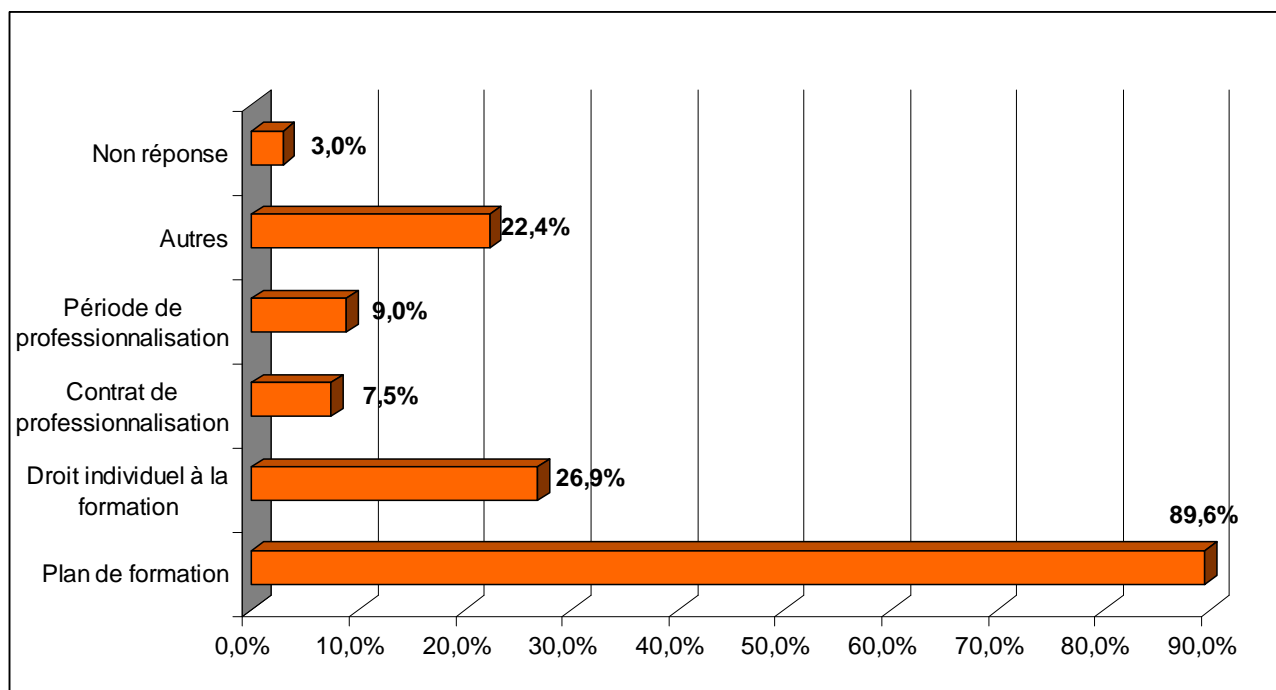
**Question : Avez-vous prévu des formations pour 2009 ?**



On observe une **quasi-parité** entre les établissements qui ont prévu des formations et ceux qui ne l'ont pas envisagé.

**53,6%** des établissements de services aux entreprises ont prévu des formations en 2009.

### Si oui, quels dispositifs comptiez-vous utiliser ?



En%. Plusieurs réponses possibles.

Le **plan de formation** constitue un dispositif largement utilisé dans les activités de services aux entreprises : **90 %** des établissements y ont recours.

Le droit individuel à la formation (DIF) se classe en deuxième position dans les entreprises, son utilisation est effective dans un établissement sur quatre.

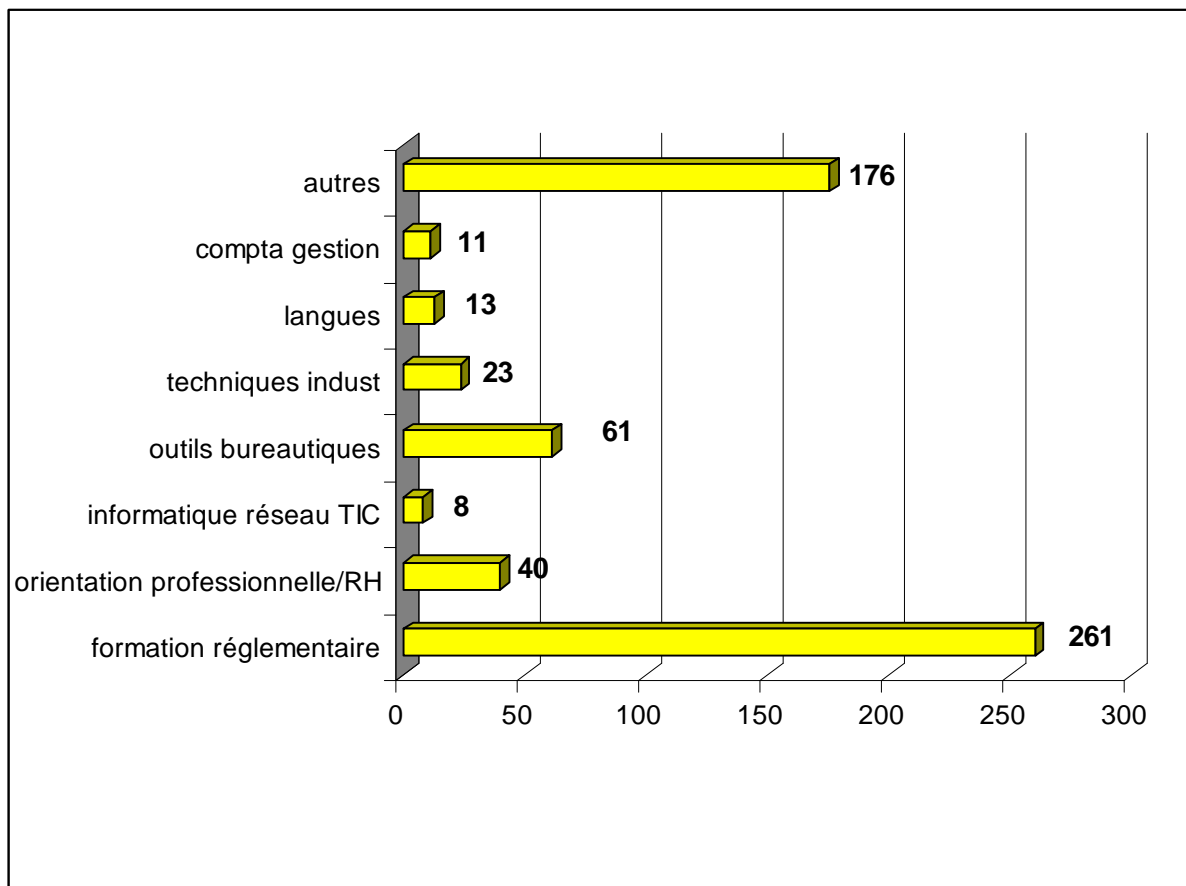
La période de professionnalisation et le contrat de professionnalisation restent des dispositifs très peu utilisés (moins de 10 % des établissements répondants) pour la formation des salariés chez les prestataires de services.

Le poids de la catégorie « autres » s'explique par le recours à l'**apprentissage** comme moyen de formation dans l'entreprise.

## Combien de personnes sont concernées par ces dispositifs de formation ?

28,5 % des effectifs « répondants » sont concernés par un des dispositifs de formation précités, cela représente un volume d'effectifs formés ou à former en 2009 de 593 personnes.

## Quelle est la nature des formations envisagées ?

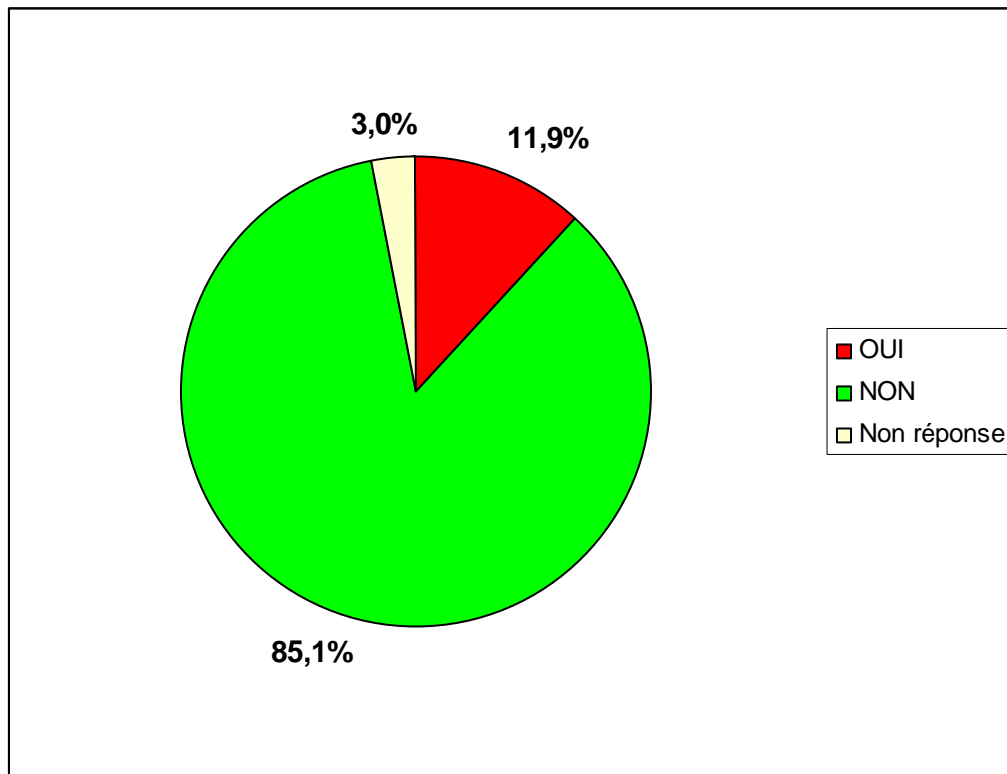


En nombre de personnes formées en 2009.

La **formation réglementaire** constitue le premier type de formation à être envisager dans l'entreprise (261 personnes formées). Ensuite, les formations les plus recherchées sont celles liées aux outils bureautiques (61) et à l'orientation professionnelle (40).

Dans la catégorie « autres », on retrouve le nombre d'apprentis mentionnés par les chefs d'entreprise.

**La conjoncture actuelle vous incite-elle à modifier ce plan de formation ?**



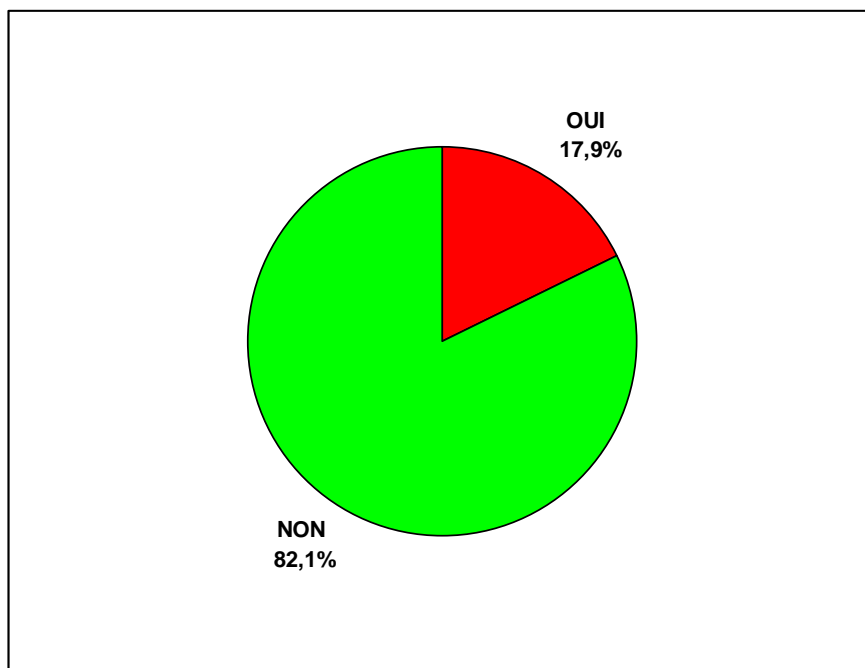
Une nette majorité des dirigeants (**85,1%**) qui ont prévu des formations en 2009 ne **prévoit pas de modifier** leur plan de formation malgré la conjoncture.

Seuls 8 établissements (pour ceux qui ont prévu un plan de formation des salariés) pensent que la conjoncture pourrait les amener à modifier ce plan cette année.

Parmi ces 8 répondants, 5 d'entre eux envisagent un renforcement du programme de formation prévu et 3 une réduction.

Si l'entreprise n'a pas prévu des formations en 2009 (elles sont 56 dans l'échantillon des répondants) ...

→ La conjoncture actuelle pourrait-elle vous inciter à mettre en place des formations ?



Pour les entreprises qui n'ont pas établi de plan de formation pour 2009 (44,8 % de l'échantillon des répondants), **plus de 80 %** d'entre eux (soit 46 établissements) n'envisagent pas d'en mettre en place.

➔ **Si oui, quels dispositifs comptez-vous mettre en place ?**

Plan de formation	Droit individuel à la formation	Contrat de professionnalisation	Période de professionnalisation	Autres
8	2	0	0	1

Réponses établies sur 10 établissements. Plusieurs réponses possibles.

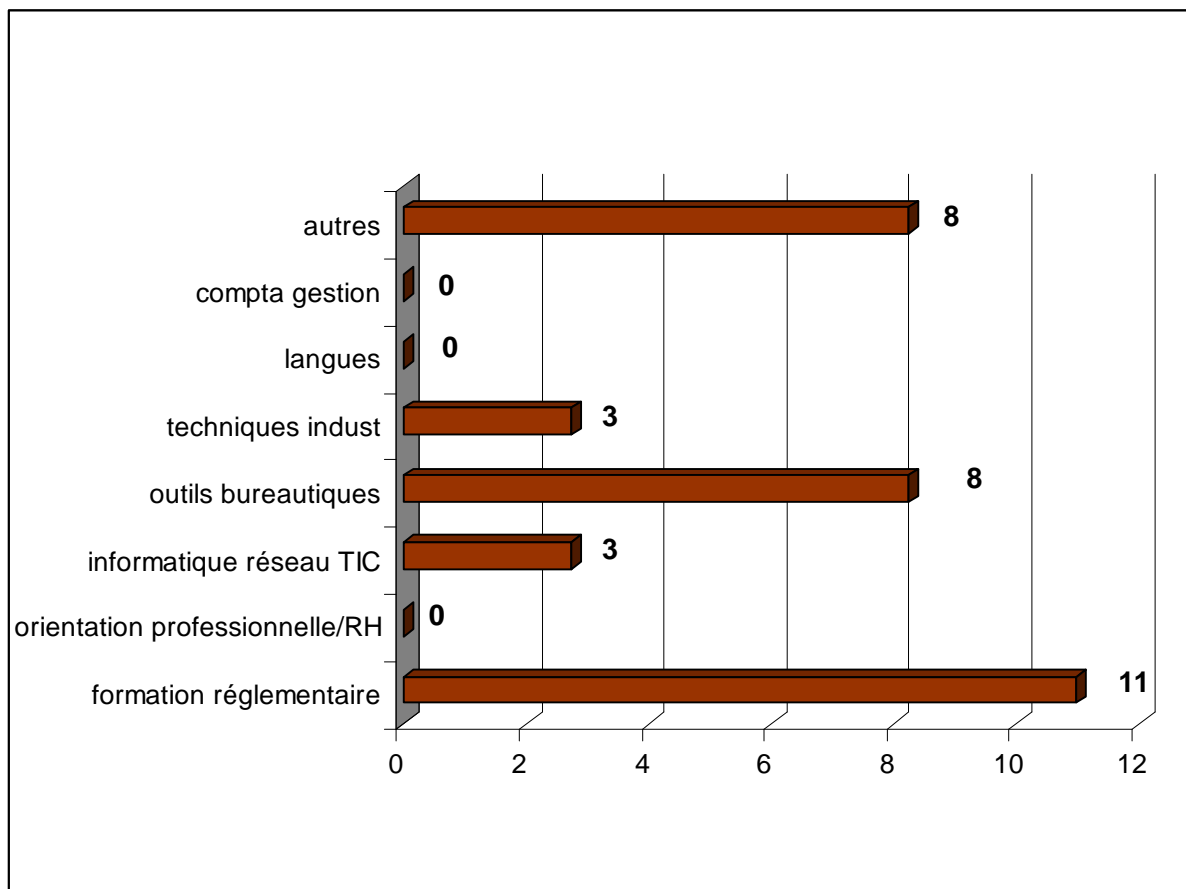
Parmi les 10 établissements qui pensent mettre en place des formations dans l'entreprise, consécutivement à la conjoncture, **8 établissements** le feront via un **plan de formation**.

➔ **Combien de personnes seraient concernées ?**

Compte tenu du faible nombre d'entreprises prêtes à mettre en place des formations aux salariés en 2009, seulement **33 personnes** sont concernées par les dispositifs de formation proposés, soit au total **626 salariés** si l'on considère les effectifs déjà prévus aux formations 2009.

Le taux de **53,6%** d'établissements qui ont prévu des formations en 2009 passe alors à **61,6%** des établissements concernés par des formations cette année, si l'on considère que la conjoncture va inciter les structures ayant répondu à l'enquête à mettre en place des formations.

## Quelle serait la nature des formations envisagées ?



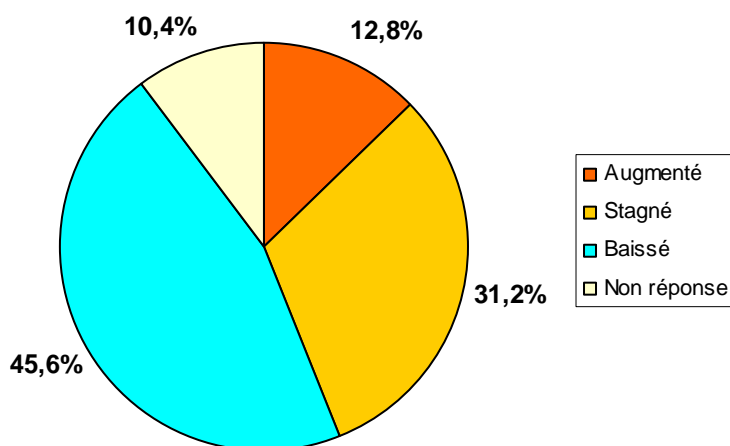
En nombre de personnes.

Les **formations réglementaires** et les **outils bureautiques** sont mis en avant ; mais le nombre de personnes concernées reste faible.

La catégorie « autres » fait référence au nombre d'apprentis.

### III ] NIVEAU D'ACTIVITE ACTUEL DES ENTREPRISES INTERROGEES

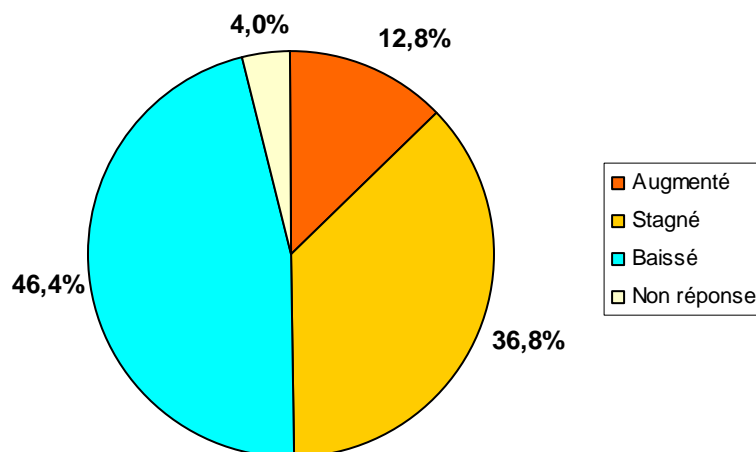
Votre carnet de commandes depuis le 1<sup>er</sup> janvier a (par rapport à la même période de l'année dernière)



La baisse du carnet de commandes est constatée pour **45,6 %** des prestataires de services aux entreprises. Presque un tiers voit leur carnet de commandes stagner.

En pondérant ces hausses et ces baisses de carnets de commandes, on arrive à une **baisse globale moyenne de -11,5%** par rapport à la même période que l'année dernière, pour les répondants à l'enquête.

**Votre chiffre d'affaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier a (par rapport à la même période de l'année dernière)**



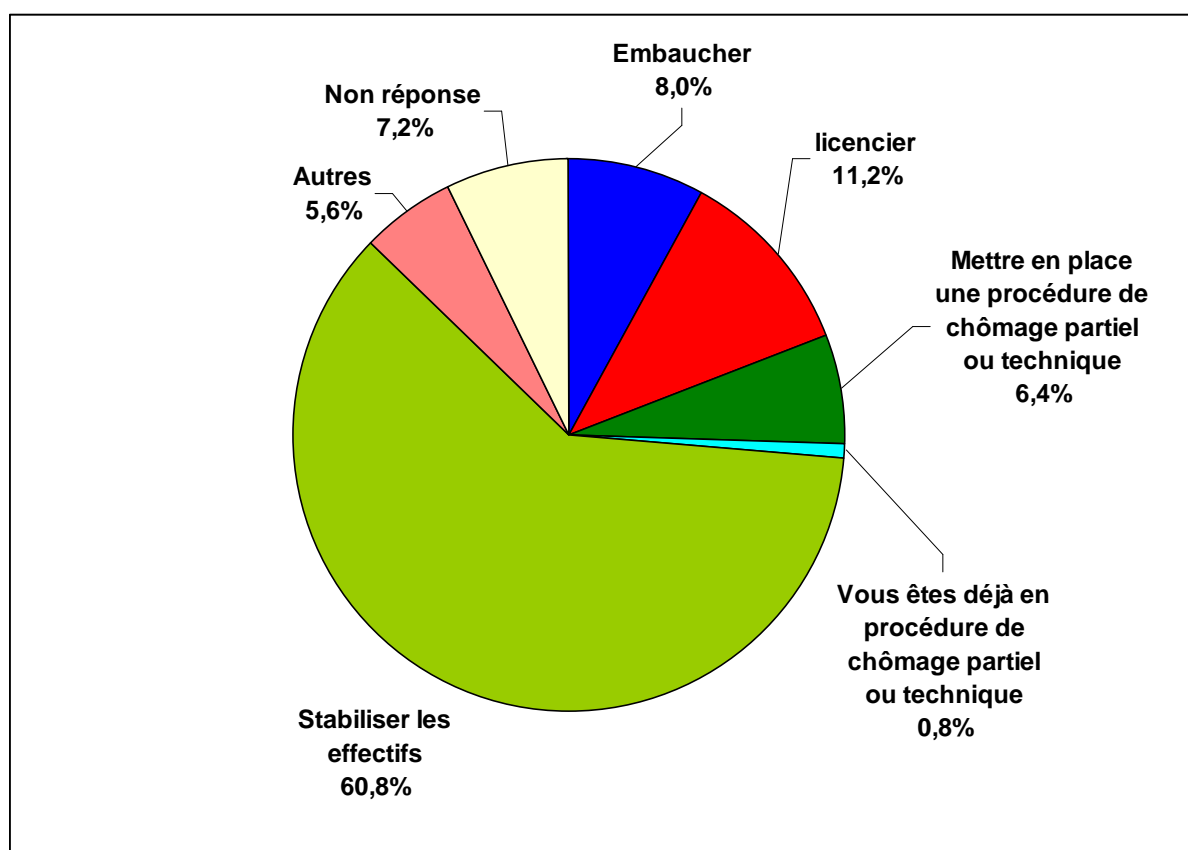
**46,4 %** des chefs d'entreprise déclarent un chiffre d'affaires en diminution par rapport à la même période de l'année dernière.

On constate pour un tiers des établissements une stabilité du chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année dernière.

La pondération des réponses nous permet d'afficher une **baisse moyenne globale** du chiffre d'affaires 2009 (mois de janvier, février jusque mi-mars) par rapport à 2008 de **-11,8%**.

## IV ] PERSPECTIVES D'EMPLOI

En matière d'emploi, si la conjoncture devait perdurer, avez-vous l'intention de ...



Malgré la persistance des difficultés économiques, une majorité (6 prestataires sur 10) prévoit de **stabiliser leurs effectifs**, seuls 11,2% pensent licencier.

Parmi les réponses « autres », les chefs d'entreprise évoquent un réaménagement du temps de travail (réduction horaire ou annualisation) et la non reconduction des contrats à durée déterminée.

## V ] CONCLUSION

**L'enquête sur les besoins en formation des entreprises ardennaises de prestations de services a montré**

- un taux de réponse satisfaisant : 32,5%
- 53,6% des dirigeants ont prévu des formations dans leur entreprise en 2009, dans 90% des cas sous la forme d'un plan de formation. Un peu plus d'un chef d'entreprise sur cinq a aussi recours au Droit Individuel à la Formation (DIF). L'apprentissage est par ailleurs très souvent cité par les prestataires de services comme dispositif de formation.
- Ces dispositifs concernent 593 salariés (y compris les apprentis) pour les répondants à l'enquête.
- Les formations réglementaires sont plébiscitées par 44 % des salariés des entreprises qui ont répondu, soit 261 personnes. Ensuite, 61 salariés sont concernés par des formations aux outils bureautiques.
- La conjoncture n'est pas de nature à modifier le plan de formation établi ; seuls 8 établissements pensent modifier leur plan de formation 2009 si l'activité ne repart pas.
- De la même façon, lorsque les dirigeants n'ont pas prévu de formations en 2009, peu se disent prêts à en mettre en place malgré la conjoncture (seulement 10 prestataires). Huit dirigeants adopteraient un plan de formation (2 dirigeants pour le DIF). Cela concernerait 33 personnes.
- Parmi les formations envisagées par ces chefs d'entreprise, on retrouve l'attrait pour les formations réglementaires et pour les outils bureautiques ; mais le volume des personnes formées est faible.
- Le niveau d'activité actuel des entreprises ardennaises de prestation de services est à tendance baissière, même si un tiers des établissements évoque une stabilité des chiffres d'affaires et des carnets de commandes, par rapport à la même période de l'année dernière (les deux premiers mois de l'année jusque mi-mars).
- Sur les perspectives d'emploi, l'heure est au maintien des effectifs (60,8% des réponses), mais 11,2 % des dirigeants prévoient des licenciements si la conjoncture persiste.

## ANNEXE : QUESTIONNAIRE

### Identification de l'entreprise

Raison sociale : .....

Adresse complète : .....

.....

Tél : ..... Fax : .....

Code APE : .....

Nature de votre activité : ..... Effectif .....

01 : Avez-vous prévu des formations pour 2009 ?

- Oui                       Non

*Si Non, aller à la question 7.*

02 : Si Oui, quels dispositifs comptiez-vous utiliser ?

- Plan de formation  
 Droit Individuel à la Formation (DIF)  
 Contrat de professionnalisation  
 Période de professionnalisation  
 Autres .....

03 : Combien de personnes sont-elles concernées ? .....

04 : Quelle est la nature des formations envisagées ?

- Formation réglementaire  
 Orientation professionnelle / ressources humaines  
 Informatique – réseau – TIC  
 Outils bureautiques  
 Techniques industrielles  
 Langues  
 Compta Gestion  
 Autres .....

05 : La conjoncture actuelle vous incite-elle à modifier ce plan ?

- Oui                       Non

*Si Non, aller à la question 11*

06 : Si oui, vous souhaitez :

- Un renforcement du plan de formation
- Une réduction du plan de formation
- Autres .....

*aller à la question 11*

**Si vous avez répondu Non à la question 1**

07 : La conjoncture actuelle pourrait-elle vous inciter à mettre en place des formations ?

- Oui
- Non

*Si Non, aller à la question 11.*

08 : Si oui, quels dispositifs comptez-vous mettre en place ?

- Plan de formation
- Droit Individuel à la Formation (DIF)
- Contrat de professionnalisation
- Période de professionnalisation
- Autres .....

09 : Combien de personnes seraient concernées ? .....

10 : Quelle serait la nature des formations envisagées ?

- Formation réglementaire
- Orientation professionnelle / ressources humaines
- Informatique – réseau – TIC
- Outils bureautiques
- Techniques industrielles
- Langues
- Compta Gestion
- Autres.....

11 : Votre carnet de commandes depuis le 1<sup>er</sup> janvier a (par rapport à la même période de l'année dernière) :

- Augmenté ↗ .....%
- Stagné →
- Baissé ↘ .....%

12 : Votre chiffre d'affaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier a (par rapport à la même période de l'année dernière):

Augmenté ↗ .....%

Stagné →

Baissé ↘ .....%

13 : En matière d'emploi, si la conjoncture devait perdurer, avez-vous l'intention de :

Embaucher

Licencier

Mettre en place une procédure de chômage partiel ou technique

Vous êtes déjà en procédure de chômage partiel ou technique

Autres .....